

Nouvelles passes d'armes sur le budget de la Ville de Paris

La Mairie de Paris, dirigée par la socialiste Anne Hidalgo, a adopté ce mardi son budget 2025 dans un contexte national incertain. Le budget de fonctionnement est stable, tandis que l'endettement va de nouveau augmenter.

« Face à cette situation trouble, Paris maintient son cap », a affirmé Anne Hidalgo, la maire PS de la capitale. Publié le 17 déc. 2024

La bataille sur les finances de la Ville de Paris n'aura pas faibli tout au long du second mandat d'Anne Hidalgo à la tête de la mairie. Le budget, adopté ce mardi par le Conseil de Paris pour 2025 - le dernier exercice plein avant les élections municipales de mars 2026 -, n'a pas échappé à la règle.

Dans un contexte rendu incertain par l'absence d'un projet de loi de finances, la maire socialiste de la capitale a présenté un budget d'un peu plus de 11 milliards d'euros qualifié de « dynamique, responsable, à la hauteur des enjeux et des défis que nous devons relever ». « Face à cette situation trouble, Paris maintient son cap », a insisté l'édile, [qui ne se représentera pas dans quinze mois](#). « Même dans la crise, surtout dans la crise, il faut préparer l'avenir », a-t-elle déclaré.

Investissements en baisse

Parmi les marqueurs de sa majorité municipale rassemblant socialistes, communistes et écologistes, elle a mis en avant les 2 milliards d'euros alloués à la solidarité, « notamment à travers la poursuite de la construction de logements sociaux et abordables », ou le 1,3 milliard d'euros d'investissements prévu pour la transition écologique.

Au total, les grands équilibres du budget de fonctionnement sont stables d'une année sur l'autre, avec des dépenses en progression de 0,1 %, à 9,27 milliards d'euros, pour des recettes attendues en légère hausse de 0,2 %, à 9,84 milliards. Après avoir culminé à 1,79 milliard d'euros cette année, les dépenses réelles d'investissement seront un peu moins importantes en 2025 (76 millions d'euros de moins).

Sous le feu permanent des attaques de la droite et de la Macronie sur sa gestion budgétaire, Anne Hidalgo ne s'est pas privée de les renvoyer à la situation des finances publiques de la France. « Je le dis à ceux qui continuent à nous expliquer que nous serions de mauvais gestionnaires, qu'ils balayent devant leur porte : 3.000 milliards de dette... », a-t-elle glissé.

« Fuite en avant »

« Comme à chaque budget que vous avez présenté en tant que maire, vous ne vous engagez à réaliser aucune économie, jamais », a répliqué sa grande opposante Rachida Dati, la ministre démissionnaire de la Culture, affirmant que « vous préparez l'esprit des Parisiens à une nouvelle hausse des impôts ». Le groupe Changer Paris (Républicains, Centristes et Indépendants) que la maire du 7^e arrondissement copréside a présenté un « contre-budget », proposant un socle d'économies chiffré à plus de 300 millions d'euros par an.

« Ce budget est dans la continuité de cette fuite en avant où vous augmentez toujours les dépenses, pas toujours dans l'intérêt des Parisiens [...] et avec une dette qu'il faudra bien, un jour, maîtriser de façon satisfaisante », a également dénoncé le sénateur LR Francis Szpiner, président du groupe Les Républicains et les centristes.

Comme toujours, [la hausse de l'endettement](#) a cristallisé une large partie des critiques alors que l'exécutif municipal prévoit une nouvelle autorisation d'emprunt de 993,8 millions d'euros en 2025. Si cette enveloppe était entièrement consommée, l'encours de la dette s'élèverait à 9,36 milliards d'euros à fin 2024. « Soit plus d'un doublement en dix ans », a déploré Maud Gatel, la présidente du groupe Modem et Indépendants. « En laissant filer la dette, la Ville obère sa capacité à agir », a déclaré l'élue du 14^e arrondissement.

« Vous réussissez l'exploit d'augmenter la dette et de ralentir les investissements », a également asséné la sénatrice LR Agnès Evren, l'une des figures du groupe Union capitale. Anne Hidalgo, elle, met en avant la note élevée attribuée à la Ville de Paris par les agences de notation Moody's et Standard & Poor's, preuve, selon elle, de la reconnaissance de « la qualité de la gestion » - un argument battu en brèche par ses opposants.

Laurent Thévenin